

Devoir d'inventaire

En 2012, la droite aura exercé le pouvoir pendant dix ans ! Le gouvernement aura mené avec constance une politique en faveur des plus riches (c'est ce qu'on appelle l'oligarchie), aggravée et revendiquée avec cynisme avec Sarkozy .

Cette politique se traduit pour la grande masse des citoyens par toujours plus de précarité, de chômage, la baisse du pouvoir d'achat, le délitement des services publics, la montée des inégalités.

De plus en plus déconsidéré, Tête-à-Claques cherche, pour se maintenir au pouvoir, à détourner l'attention, et tente de fomenter des divisions plus ou moins artificielles et des faux débats.

Mais **on ne sent pas pour autant d'élan vers la gauche** : le taux très élevé de l'abstention aux élections cantonales le montre à l'évidence. **Les salariés, qui demandent avec force à être protégés contre une mondialisation présentée comme une fatalité ne sont pas suffisamment entendus, s'ils ne sont pas même complètement ignorés. Les principaux leaders, assommés par la dureté des temps, ou trop soucieux de faire preuve de prudence et de qualités gestionnaires, semblent incapables de porter le projet pourtant possible d'une autre société, de dessiner des perspectives qui donnent envie, qui fassent rêver...**

L'insuffisante appétence pour la gauche tient aussi au fait que son bilan est mitigé.

Certes, si l'on s'en tient à la dernière période où la gauche aura exercé le pouvoir, dans le contexte d'une difficile « cohabitation » avec Chirac, le quinquennat de Jospin (1997-2002), **de grands succès ont été enregistrés** : les "35 h sans perte de salaire" et les emplois-jeunes; des droits nouveaux du travail ; le maintien des retraites ; la Couverture Médicale Universelle, l'Aide Personnalisée d'Autonomie ; mais aussi le PACS, la parité, l'IVG à 14 semaines, des pas vers le non-cumul des mandats, l'incitation à la mixité sociale avec les 20% minimum de logements sociaux dans chaque commune...

En cinq ans, le salariat s'était renforcé et non pas affaibli. La masse salariale globale avait ré augmenté par rapport au capital, pour la première fois depuis deux décennies. Le chômage de masse avait reculé: 1 742 000 emplois créés en cinq ans dont 643 000 dans la seule année 2000, record historique sans précédent (+ 4,3 %).

Le taux de chômage des jeunes était passé de 28 % en 97 à 18,7 en 2000.

Il y a même eu un petit début de recul de la précarité : un peu moins de CDD, de temps partiels, forte baisse du chômage partiel , hausse du nombre et de la durée moyenne des CDI.

Mais les dirigeants socialistes ont aussi donné bien des gages au néo-libéralisme : Lionel Jospin n'a pas tenu sa promesse de ne pas ouvrir le capital d'une entreprise publique et a finalisé la privatisation partielle de France Télécom. Il a cédé plus d'actifs publics que chacun des trois gouvernements de droite qui l'ont précédé. Et la course au « moins-disant » fiscal a conduit la gauche à baisser le taux marginal de l'impôt sur le revenu au cours de la période 1997-2002, et à défiscaliser fortement les stock-options...

Lionel Jospin avait parlé de « droit d'inventaire » à propos de la politique menée par François Mitterrand. On pourrait aussi parler de « devoir d'inventaire » à propos de la politique qu'il a conduite de 1997 à 2002.

Après tout, la crise financière a conduit nombre de dirigeants à reconsidérer leur doctrine. N'a-t-on pas vu en octobre 2008 le pape des marchés financiers, le grand prêtre du libéralisme économique, **Alain Greenspan**, l'ancien président de la banque centrale américaine (la Fed), longtemps encensé par les « penseurs » libéraux, faire acte de contrition, reconnaissant qu'il s'était bel et bien trompé en présumant que l'égoïsme des banquiers était le meilleur garant de la stabilité du système. « J'ai fait une erreur en présumant que leur intérêt personnel était tel qu'ils étaient les mieux placés pour protéger leurs actionnaires. J'ai travaillé pendant dix-huit ans comme régulateur. Mon expérience était que ceux qui accordent des prêts, dans les banques, connaissent infiniment mieux les risques que n'importe lequel de nos meilleurs régulateurs de la Fed. **C'est un pilier essentiel de l'économie de marché qui vient de s'écrouler.** » Le capitalisme, ce système où la totalité du pouvoir économique est confisquée par les propriétaires du capital, nous conduit à une impasse : crises à répétition, spirale descendante vers l'obscurantisme, le racisme, la bêtise asservissante...

Alors, pour quoi les socialistes ne tireraient-ils pas à leur tour les enseignements de la crise financière, et ne revisiteraient-ils pas leur bilan ?

Loin de les affaiblir, cela leur redonnerait une nouvelle crédibilité, et ouvrirait la porte à un rassemblement de la gauche tout entière vers la société du progrès humain.

Bonnes nouvelles

Le vent a été la première source d'électricité en Espagne au mois de mars. Les parcs éoliens ont couvert 21 % de la demande et ont atteint un record mensuel, avec un e production de 4 738 GW. Sur le premier trimestre, les énergies renouvelables ont fourni en tout 40,5 % de la demande. Madrid vise une puissance installée de 40 000 MW pour l'éolien en 2020, contre près de 21 000 actuellement (*Le Monde, 2 avril*).

Côte d'Ivoire. Merci pour le chocolat !

Cette histoire commence avec la colonisation, l'accaparement des richesses africaines. A chaque colonie est assignée une ressource à exporter, pour la Côte d'Ivoire, ce sera le cacao. Un immense chantier agricole, à la force des baïonnettes. Travaux forcés, déplacements de population, déforestations, bientôt les Nestlé, Suchard, Van Houten puisent dans les fèves ivoiriennes...

1960, un siècle plus tard, de Gaulle accorde les indépendances. Changement de cap ? Développement des cultures vivrières ? Non ! Jacques Foccart, de sa cellule de l'Élysée, sélectionne les nouveaux présidents : en Côte d'Ivoire, ce sera **Houphouët-Boigny**, grand producteur de cacao, qui deviendra vite l'élève modèle de la Françafrique. Tapis rouge pour Bouygues, Bolloré et Elf, parti unique, police politique et services secrets encadrés par le SDECE. La Côte d'Ivoire produit plus de la moitié de la production mondiale de cacao. Elle en exporte la totalité, l'Etat prélevant ses taxes au passage : une manne pour l'oligarchie en place. Les cours du cacao sont élevés, l'argent coule à flots : palais présidentiels, villas parisiennes, chantiers pharaoniques....

Seule ombre au tableau, la contestation. A la fin des années 1970, **Laurent Gbagbo** dénonce l'autocratie d'Houphouët et la domination française. Il tisse des liens avec la gauche française.

1980 : surproduction mondiale de cacao, les cours s'effondrent, la dette explose. Le FMI et la Banque mondiale, appelés au secours, imposent un « plan d'ajustement structurel », et, en 1990, un premier ministre made in USA : **Alassane Ouattara**, ancien directeur Afrique du FMI. **Sarkozy**, qui a marié le couple Ouattara à Neuilly, est un ami de la famille. Ouattara coupe dans les budgets sociaux et privatise à tour de bras : un festin pour les multinationales, et surtout pour les Français. Télécom, eau, électricité, pétrole, gaz, logistique, fruits tropicaux, secteur bancaire, BTP, ils raflent tout ou presque. Ouattara fait emprisonner Gbagbo et relance les exportations de cacao.

1993. Houphouët meurt, Son dauphin **Henri Konan Bédié** lui succède et maintient la même politique. Le pays s'enfoncé encore davantage dans la crise. Pour se maintenir au pouvoir, Bédié joue la carte ethnique et lance le concept d'« ivoirité », stigmatisant les populations du Nord (en arrière-fond, on retrouve le chocolat : les déplacements de population sous l'ère coloniale pour lancer la filière cacao, puis l'appel de main d'œuvre sous l'ère Houphouët). Ouattara, d'origine burkinabé, est évincé du pouvoir.

1999, coup d'Etat militaire, le chef de la junte promet des élections, mais manipule la constitution pour discréditer Bédié et Ouattara. Les élections ont lieu en 2000. Gbagbo se présente, les militaires empêchent la proclamation des résultats, Gbagbo s'annonce vainqueur.

Cauchemar pour **Chirac**. La Françafrique veut remettre en selle Bédié. Mais 2000, c'est la cohabitation, et **Jospin** s'oppose à toute intervention.

Dès 2002, une rébellion armée pro-Ouattara éclate au Nord du pays. Gbagbo demande l'aide de la France. Chirac refuse puis déclenche l'opération Licorne : 5000 soldats coupent le pays en deux et gèlent le front. Par les accords de Marcoussis en 2003, puis de Ouadagoudou en 2007, la France impose l'entrée des Ouattaristes dans le gouvernement. Tout en fustigeant la France, Gbagbo, qui contrôle 90 % des plantations de cacao, déroule le tapis rouge et signe des contrats du siècle pour Bolloré, Total, Sagem, Bouygues et Vinci. En 2008, il élève Bolloré au rang de Commandeur de l'ordre du mérite ivoirien.

Décembre 2010, élections présidentielles. La commission Electorale Indépendante, où les rebelles sont surreprésentés, ne trouve pas de consensus. Sous la protection et les encouragements des ambassadeurs français et américain, le président de la CEI annonce la victoire de l'ami Ouattara. Un passage en force aussitôt validé par la France, les Etats-Unis et l'ONU...

L'histoire de la crise ivoirienne, c'est l'histoire de la Françafrique, le plus grand scandale de la République. Un système politique qui demande avant tout une réponse politique : dénoncer ce que fait l'Etat et l'armée française en notre nom, soutenir les résistances africaines, s'organiser pour que cela change. Des associations comme Survie, le CADTM et d'autres s'y emploient. Elles ont besoin de notre soutien. (*d'après Samuël Foutoyer, Silence, avril*).

Chine : le bonheur est à l'ordre du jour.

Pour le plan quinquennal de 2011-2015, le gouvernement a fixé une croissance de 7% du PIB chinois, un taux inférieur à celui du plan quinquennal précédent (10,3 %). Les conditions et la qualité de vie des citoyens doivent désormais passer avant la croissance rapide de l'économie. (*Wangbao, journal taïwanais, cité par Courrier international, 10 mars*).

On lit aussi dans ce numéro de Courrier international : le 20 février, un appel à la « révolution du jasmin » a été lancé anonymement sur un site en chinois hébergé aux Etats-Unis. Il s'en est suivi une vague d'arrestations dans toute la Chine.

35 680 personnes ont été rapatriées de Lybie.

France

Arnaud Montebourg plaide pour la « démondialisation » et « l'émergence d'un système alternatif au capitalisme financier ». Extraits de son interview dans *Le Monde*(3-4 avril). Les catégories populaires considèrent le PS comme le cogérant d'un système qui s'écroule. Les Français attendent davantage. Tout programme qui serait une mise sous

respiration artificielle du système économique actuel, moribond, nous fera passer pour les infirmiers de la mondialisation et non pas pour les bâtisseurs d'un nouveau monde, d'une nouvelle France.

Je ne situe pas ma candidature en opposition au projet du parti. Je l'approuve, mais il ne traite pas d'un certain nombre de questions auxquelles nous devons nous attaquer : la surpuissance de la finance qui oppresse les choix politiques des nations, des citoyens et des contribuables. Je suis candidat parce que je porte un projet difficile mais audacieux. Il se résume en un mot : démondialisation. Dans ce projet, la politique redevient plus forte que l'économie, les choix et la destinée d'une nation sont plus importants que la force des marchés, **on met fin au libre-échange** pas seulement pour nous mais comme méthode de mise en concurrence des systèmes sociaux, des choix souverains des Etats, des nations et des peuples.

S'attaquer aux paradis fiscaux, pas seulement dans les communiqués du G20 mais dans la réalité, suppose une part de conflictualité qu'il faudra assumer. **S'attaquer aux marchés financiers, mettre les banques sous tutelle et briser la spéculation** qui asservit les peuples européens suppose une part de conflictualité à laquelle les sociaux-libéraux ne nous ont pas habitués. S'attaquer à la question salariale et au **partage des richesses** dans l'entreprise, le premier lieu de distribution, supposera des négociations âpres et un compromis politique avec le patronat pour y parvenir. S'attaquer au système économique en imaginant un système alternatif qui s'appelle le « capitalisme coopératif » supposera beaucoup de tempérament.

Une droite très à droite. Longuet, Devedjian, Novelli, Madelin, Robert, Goasguen...

Gérard **Longuet** entre au gouvernement. Le député Hervé **Novelli** fait ovationner Eric **Zemmour**, condamné pour propos racistes... Longuet et Novelli sont des anciens du mouvement Occident. Parcours.

1958, à la suite de la journée insurrectionnelle du 13 mai 1858, l'Etat dissout les groupes de l'extrême droite activiste. Au sein de l'UNEF, les militants étudiants d'extrême droite lancent une tendance interne, la FEN (fédération des étudiants nationalistes), qui prend bientôt son indépendance. De nouveaux étudiants la rejoignent, dont Gérard Longuet, Alain **Madelin** et Alain **Robert** (aujourd'hui membre du bureau des Réformateurs, premier courant au sein de l'UMP, présidé par Novelli). Quand leur direction adopte un virage stratégique (l'abandon de l'activisme) et idéologique (l'exaltation de la race blanche plutôt que de l'Empire), ils la récuse et font scission. Naît ainsi le mouvement Occident. Le nom provient d'un groupe jadis mené par l'étudiant Jean-Marie **Le Pen**, spécialisé dans les bagarres du Quartier latin.

En 1967, sur le campus de Rouen, Gérard Filoche tient un stand pour la paix au Vietnam. Surgissent les Parisiens d'Occident, qui se livrent à une orgie de violence. Il y a plusieurs blessés graves, un jeune est dans le coma. Le maire de Rouen est Jean Lecanuet. Cette fois, l'enquête ira jusqu'au bout. Deux des membres d'Occident fournissent aux policiers la liste nominative des membres du commando. **Devedjian**, Longuet, Madelin, Robert et d'autres sont placés en détention. En attendant leur jugement, les activistes cherchent les « balances ». Duprat (qui créera le Front national en 1972) est tabassé. Soupçonné à tort, Patrick Devedjian se voit infliger le supplice de la baignoire...

Occident, dont un raid avorté sur la Sorbonne avait lancé les « événements » de mai 1968, est dissous peu après avoir fait sauter une librairie maoïste. Avec l'après-gaullisme, une part des nationalistes commence à se recycler à droite. Les autres forment des groupuscules, dont le Gud (groupe union défense), mené par Robert et Longuet. Le GUD lance fin 1969 la réunification des nationalistes sous le nom d'Ordre nouveau, dirigé par Longuet et Claude **Goasguen**. Ordre nouveau crée le Front national en 1972.

La présidentielle de 1974 est l'occasion d'un grand recyclage des radicaux. Giscard d'Estaing récupère les éléments talentueux à disposition. La débâcle des droites en 1981 amplifie le mouvement. Les anciens néofascistes se font surtout libéraux, parfois membres de la garde rapprochée de Charles **Pasqua**, comme Alain Robert.

Toute trace du gaullisme a été liquidée au bénéfice d'un libéralisme faisant l'apologie des inégalités.

On assiste peut-être aujourd'hui à une nouvelle réalité : l'intégration de la vulgate d'extrême droite à la pensée unique. (d'après Nicolas Lebourg, *Politis*, 10 mars).

Qui va « chabaniser » Tête-à-Claques ?

Tête-à-Claques s'entête dans sa stratégie perdante, qui consiste à courir au devant des désirs du Front national : loin de capter cet électorat, il ne fait que renforcer le camp de Marine Le Pen, au point de risquer de ne pas même figurer au second tour de l'élection présidentielle de 2012. Devant cette fuite en avant suicidaire, la question n'est plus de savoir si Sarkozy sera « chabanisé » : il le sera. Mais quand ? et au profit de qui ? Borloo ? Juppé ? Villepin ?

Rappelons qu'en 1974, alors que le décès de Georges Pompidou ouvre la succession à la présidence de la République, Chaban-Delmas, qui avait été son Premier ministre (1969-1972), était le candidat officiel du parti majoritaire, l'Union des démocrates pour la Vème République, contre le candidat de la gauche, François Mitterrand. Les sondages montrant Chaban-Delmas en difficulté, un groupe de députés de son parti, emmenés par un certain Jacques Chirac, n'hésita pas à le « trahir » en appelant à voter pour son « challenger », Valéry Giscard d'Estaing, leader du parti des Républicains Indépendants. On sait que ce fut ce dernier qui fut élu...

Affaire Tapie (suite)

La Cour des comptes a transmis à la Cour de discipline budgétaire et financière un rapport mettant en cause les responsables du CDR, la structure publique chargée de liquider le passif du Crédit Lyonnais. La question posée est de savoir qui a donné l'ordre d'abandonner les poursuites judiciaires (contre Bernard Tapie) pour recourir à la procédure d'arbitrage.

Le PS saisit la Cour de justice de la République : « le choix par la ministre de l'économie et des finances [Christine Lagarde] de recourir, à la demande de Bernard Tapie, à une procédure arbitrale plutôt qu'à un règlement judiciaire suscite l'interrogation ». « C'est elle qui a pris la décision, mais il est clair que les arbitrages ont été faits au plus haut niveau » [Sarkozy]. « Ce choix visait à préférer une solution plus favorable à M. Tapie et donc moins aux intérêts financiers de l'Etat que la décision judiciaire déjà prononcée ». Rappelons que le tribunal arbitral avait condamné le CDR à verser à Bernard Tapie une somme de 240 millions d'euros, hors intérêt, plus 45 millions d'euros au titre de « préjudice moral ». Il pourrait y

avoir en outre « faux et usage de faux », l'expression « préjudice moral » ayant été ajoutée dans le compromis d'arbitrage entre la version approuvée par le CDR et sa signature.

François Bayrou parle d'affaire d'Etat, et estime que la Cour des comptes, ayant constaté qu'il y avait un faux de la part du président du CDR, avait l'obligation de saisir le procureur de la République.

Bernard Tapie a encaissé un chèque d'un montant compris entre 200 et 220 millions d'euros. (*Le Monde* 25 mars, 3-4 avril, 5 avril)

Hauts de Seine

Les écuries d'Augias. En juillet 2008, fraîchement élu à la tête du conseil général des Hauts de Seine, Patrick Devedjian annonce son intention de nettoyer « les écuries d'Augias » du département. Ce qui lui vaut les foudres de ses prédécesseurs, Charles Pasqua (1988- 2004), qui se sent visé, non sans raison, et Tête-à-Claques. Patrick et Isabelle Balkany, le couple d'amis réputés du président, sont ulcérés.

Quatre affaires sont en cours devant la justice : l'affaire Bottolaccio (favoritisme et surfaction sur l'équipement informatique de 86 collèves, entre 1995 et 2000 ; Isabelle Balkany était vice-présidente chargée des affaires scolaires) ; l'affaire Garcia (attribution illégale de marchés publics et prise illégale d'intérêts, au sujet d'un collègue d'Issy-les-Moulineaux) ; l'affaire Hamon (Jean Hamon a cédé gratuitement 192 œuvres d'art, mais Charles Pasqua n'a pas fait construire le musée pour abriter la collection, alors qu'il s'y était engagé) ; l'affaire de la Maison de l'outre-mer (créée par Charles Pasqua en 2000, cette Maison a reçu 4 millions d'euros du département jusqu'à ce que Sarkozy, soupçonnant des détournements de fonds, décide sa mise en liquidation ; le directeur général de l'association a été condamné pour abus de confiance à 2 ans de prison avec sursis). (*Le Monde magazine*, 12 mars).

Vive les maires publicides ! En septembre 2010, le maire de Clichy-la-garenne a fait enlever des panneaux Decaux les publicités jeunistes Virgin radio qu'il jugeait agressives et dévalorisantes pour les personnes âgées. Vous aussi, si vous êtes excédés par l'envahissement publicitaire, adressez-vous à votre maire. En effet, les maires sont propriétaires des panneaux d'affichage installés sur leur commune. (*Silence*, avril).

Montrouge

Résultats des élections cantonales

1^{er} tour : Abstention 58 %. Metton (droite, cons. gal sortant, maire) 4344 voix (40 % des suffrages exprimés) ; Vincent (PS, rad g) : 2586 (24 %) ; de Pablo (Verts) ; FN 1013 (9%) ; Robineau (Front de gauche) 911 (8%) ; Branaa (cap 21) 355 (3%) ; Gillet (Modem) 109 (1%) ; Willi (POI) 80 (0,7 %) ;
2^{ème} tour : Abstention 55,5% Metton 5929 (52 %) réélu ; Vincent 5476 (48%)

Groupe Scolaire Buffalo. Voilà plusieurs années, il a été prévu de rénover complètement les écoles du Groupe Scolaire Buffalo. Des études coûteuses ont été réalisées ; le centre de loisirs de l'école maternelle a même été fermé en août 2008 afin de sonder le sol de la cour en vue de cette rénovation programmée. Les travaux d'entretien de ce groupe scolaire ont été alors, avec raison, ajournés puisque l'école devait être refaite.

Pour des raisons qui n'ont pas été indiquées, ce projet a été abandonné par la municipalité.

Cependant, pour la sécurité des enfants, des travaux urgents sont demandés par les parents d'élèves depuis 2007.

En ce qui concerne l'Ecole Maternelle, révision voire réfection du préau, des boiseries (qui sont déformées, ce qui fragilise considérablement les vitres), de la cabane dans la cour, des encadrements de fenêtres ; création d'une séparation du réfectoire et du préau ; en outre, des problèmes ont été constatés dans le circuit de chauffage : il fait très froid à certains endroits et trop chaud à d'autres.

Depuis cette année, sont en outre demandées la création d'une porte coté primaire pour donner accès aux sanitaires sans passer par le préau, la création de cloison dans les WC du rez-de-chaussée, la réfection du revêtement à refaire dans les classes 5, 6, 7 et 8: dans certaines classes, il y a des trous dans le revêtement.

En ce qui concerne l'Ecole Elémentaire, des travaux de première nécessité sont demandés au moins depuis le conseil d'école du 1^{er} trimestre 2009 : réfection du couloir au 1^{er} étage, remplacement des tringles et rideaux dans certaines classes, rénovation de fenêtres (Classe CM2B fenêtres disjointes, CE1A pas de poignet aux fenêtres) ; nettoyage approfondi des radiateurs par une entreprise spécialisée pouvant accéder derrière les caches (valable aussi pour l'école maternelle) ; pose de rideau dans la salle de projection qui n'en possède pas à ce jour ; des problèmes ont également été constatés dans le circuit de chauffage. (*Extraits d'un courrier de l'association FCPE à M. le Maire*).

Courrier des lecteurs

JCM : Je crois qu'il faut se garder de tout enthousiasme exagéré à propos des événements du Maghreb et Moyen Orient.

Il faut attendre (des mois ou des années) pour savoir qui va profiter des marrons ainsi (presque) tirés du feu. Il n'y a guère d'exemple dans l'histoire où une révolte populaire ait fini par profiter à ceux qui l'ont menée. De même que les dictateurs en place ne sont que les héritiers dévoyés de ceux qui ont mené les luttes de libération. Les cocus sont plus nombreux que les biens récompensés...

Il est certes positif que ce soient les idéaux démocratiques qui animent ces mouvements. Mais il faut s'inquiéter de la violence des répressions. Il faut surtout déplorer l'attitude de nos démocraties, dont c'est un euphémisme de dire qu'elles "s'accommodaient finalement assez bien" de la situation, pour ne pas dire qu'elles en étaient la cause. On compare souvent notre époque aux années trente, mais on ne voit pas l'équivalent des brigades internationales pour la guerre d'Espagne, alors que les enjeux sont peut être aussi importants. La démocratie est un tout, si elle n'existe ni en Afrique ni au Moyen Orient, elle est menacée partout.

Bravo de remettre en avant le problème démographique, qui est bien le problème écologique N°1. Depuis la révolution néolithique la population a été multipliée par 1000, et récemment par 3 à l'échelle d'une vie humaine. Notre système, basé sur la seule croissance, va forcément "dans le mur" puisque le monde physique est limité. Il va y avoir des morts (par millions ou milliards, parmi les malheureusement nés trop jeunes dans un monde trop vieux) avant de retrouver un équilibre stable. Toutes les cultures ont la nostalgie d'un "age d'or" mythique, qui a réellement existé, quand l'être humain était simplement heureux de vivre en cueillant nonchalamment les fruits d'une nature alors généreuse. Généreuse pour lui, non par l'effet miraculeux d'un "dessein intelligent", mais à cause de sa parfaite adaptation à un mode de vie dans lequel il a été sélectionné par pur hasard (au prix de la disparition de milliards d'être vivants, ses cousins aveuglément éliminés, qui n'ont pu devenir ses ancêtres). Il a malheureusement hérité de son parcours une agressivité démesurée, qui lui a été utile quand il y avait encore un "far west" à conquérir, mais qu'il ne peut maintenant que retourner contre lui-même.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse

électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.